

Quand l'Europe se dérobe

Editorial

16 juin 2016 00:00

Vincent Georis

Les minerais de sang ont de l'avenir en Europe.

Quatre minerais précieux - l'étain, l'or, le tantale et le tungstène - sont indispensables à l'industrie de l'électronique pour fabriquer les GSM, les écrans plats et les PC. Ils viennent, très souvent, du Congo. Il arrive qu'ils soient extraits dans une zone de conflit, par des enfants, pour alimenter les seigneurs de guerre locaux qui se disputent les territoires regorgeant de ces minerais. Des groupes armés qui commettent régulièrement des massacres. On les appelle, dans ce cas, des minerais de sang.

Contrairement aux Etats-Unis, l'Union européenne n'a toujours pas de législation pour imposer aux entreprises de la chaîne d'approvisionnement - de l'exportateur à l'industrie de l'électronique-, à se renseigner sur l'origine des minerais qu'ils traitent ou utilisent dans leurs produits. Ainsi, le vendeur et le consommateur européens ignorent si les composants de leur GSM, écran plat ou ordi, sont entachés du sang d'innocents.

La loi Dodd-Frank impose aux entreprises américaines cotées en Bourse de vérifier l'origine des minerais. La Commission européenne, connue pour sa capacité à anesthésier les dossiers délicats, n'a jamais réussi à produire un texte aussi ambitieux.

L'an dernier, le Parlement, coraqué par le tandem formé par la socialiste Marie Arena et le libéral Louis Michel, avait réussi l'exploit de faire réviser par les eurodéputés une proposition faiblarde de la Commission. Une majorité alternative s'était dégagée pour soutenir un texte équilibré, qui ne pénalise pas l'industrie européenne. Un avertissement pour la Commission Juncker.

Hélas, il existe en Europe un trou noir démocratique, que l'on nomme "trilogue", un nom qui, à lui seul, défait tout espoir. Un comité, même pas prévu par les traités, dans lequel les propositions du Parlement peuvent être réduites à néant par la volonté de quelques Etats. Ni vu, ni connu.

C'est dans ce comité que, hier, quelques Etats ont revu cette proposition du Parlement. Et décidé que leurs intérêts nationaux primaient sur l'éthique, et, surtout, sur la vie des gens anéantie par les minerais de sang.

Copyright L'Echo